

PLAN LOCAL D'URBANISME

COMMUNE D'ENTREPIERRES

6.D.1. Le réseau d'irrigation de la commune



PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Préfecture
Direction des libertés publiques et des collectivités locales
Bureau des relations avec les collectivités locales

Digne-les-Bains, le **3 SEP. 2010**

ARRETE PREFECTORAL N° 2010- 1815

**PORTANT APPROBATION DES STATUTS
DE L'ASA D'IRRIGATION SALIGNAC-ENTREPIERRES**

LE PREFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

VU l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations de propriétaires ;

VU l'article 40 du décret d'application n° 2006-504 de l'ordonnance susvisée en date du 3 mai 2006 ;

VU l'assemblée des propriétaires en date du 28 avril 2008 ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture des ALPES-de-HAUTE-PROVENCE,

A R R E T E :

ARTICLE 1^{er} : Les statuts de l'association syndicale d'irrigation SALIGNAC-ENTREPIERRES tels qu'ils figurent en annexe du présent arrêté sont approuvés.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, direction générale des collectivités locales ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de MARSEILLE (22-24, Rue Breteuil – 13281 MARSEILLE Cedex 6) .

dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 3 -

- M. le secrétaire général de la préfecture des ALPES de HAUTE-PROVENCE
- M. le directeur départemental des finances publiques ;
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
- M. le président de l'association syndicale d'irrigation SALIGNAC-ENTREPIERRES ;
- MM. les maires de SALIGNAC et d'ENTREPIERRES,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché par les soins de MM. les maires de SALIGNAC et d'ENTREPIERRES, inséré dans le recueil des actes administratifs de la Préfecture et notifié à chaque propriétaire intéressé par les soins de M. le président de l'association syndicale d'irrigation SALIGNAC-ENTREPIERRES .

~~Pour le préfet~~

et par délégation

~~Le Secrétaire Général~~

François-Xavier LAUCH

A.S.A. D'IRRIGATION
SALIGNAC - ENTREPIERRES

Section 1.01 MAIRIE
04200 ENTREPIERRES
Tel : 04.92.61.41.71
Fax : 04.92.61.46.45

STATUTS

ARTICLE 1 : Constitution

Sont réunis en association syndicale autorisée les propriétaires des terrains compris dans son périmètre, les terrains bâtis et non bâtis que renferme les noms de l'état parcellaire annexé au présent acte sur les territoires des Communes de ENTREPIERRES, SALIGNAC et SISTERON (quartier Plan des tines à Saint Pierre-le-Bas).

L'association est soumise aux réglementations en vigueur notamment à l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 et ses décrets d'application (décret 2006-504 du 3 mai 2006) ainsi qu'aux dispositions spécifiques dans les présents statuts et dans les règlements de service de l'ASA d'irrigation Salignac/Entrepierres existant.

Les présents statuts correspondent à la mise en conformité, imposée par l'article 60 de l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004, des statuts précédents approuvés en date du 27 janvier 1997.

L'association est soumise à la tutelle du Préfet dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

ARTICLE 2 : Dispositions générales

Conformément aux dispositions de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 2004, les droits et obligations qui dérivent de la constitution de l'association sont attachés aux immeubles ou parties d'immeubles compris dans le périmètre et les suivent, en quelque main qu'ils passent, jusqu'à la dissolution de l'association ou la reconduction du périmètre.

Les propriétaires membres ont l'obligation d'informer :

- Les acheteurs éventuels des parcelles engagées dans l'association des charges et des droits attachés à ces parcelles,
- Les locataires de l'immeuble de cette inclusion et des servitudes afférentes.

Lors de la mutation d'un bien compris dans le périmètre d'une association syndicale, avis doit être donné, dans les conditions prévues à l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, à l'association qui peut faire opposition dans les conditions prévues au dit article pour obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire.

Toute mutation de propriété d'un immeuble inclus dans le périmètre doit, également, être notifiée au Président de l'association par le notaire qui en fait le constat.

Tout propriétaire ayant omis de déclarer dans les formes susvisées, avant le 31 décembre de l'année en cours, une mutation ayant eu lieu avant le 1^{er} janvier de l'année en cours,

conservera la qualité de membre de l'association pour le paiement des redevances syndicales de la dite année conformément aux dispositions de l'article 53 du décret du 3 mai 2006.

ARTICLE 3 : Siège de l'association

Le siège de l'association est fixé en Mairie d'ENTREPIERRES – 04200 ENTREPIERRES

Elle prend le nom de : ASA d'irrigation Salignac/Entrepierrres.

Toutes les archives, dossiers administratifs et comptables ainsi que le secrétariat seront déposés et effectués dans le local loué à cet effet à la Commune de Salignac.

Les réunions des syndics auront lieu au siège de l'association jusqu'à la date de location du local loué à la Commune de Salignac, parallèle au secrétariat actuel si possible.

ARTICLES 4 : Objet mission de l'association

L'association a pour but la construction, l'entretien et la gestion des ouvrages ou la réalisation des travaux suivants ainsi que la maintenance

L'entreprise a pour but d'irriguer par aspersion les terrains compris dans le périmètre syndical de l'A.S.A. S/E et l'exécution de travaux complémentaires, de grosses réparations, d'amélioration ou d'extension qui pourraient ultérieurement être reconnues utiles.

L'association a donc pour mission sur les réseaux appartenant à l'A.S.A. Salignac-Entrepierrres :

- Station de pompage du Baumas
- Réservoir de 4000 m3 de Briasc
- Toutes les conduites de distributions jusqu'à l'abonné et ses accessoires (vannes, regards, bornes...)
- Les canaux appartenant anciennement à l'ASA du canal du Moulin seront visités pour la sécurité mais resteront en l'état si aucun besoin en eau par gravité est nécessaire. Le contingent de droit à prélèvement sur le Riou du Jabron étant abandonné au profit du droit complémentaire sur la Durance en plus des 300 l/s autorisé par arrêté à l'A.S.A. Salignac-Entrepierrres et qui est la suite du SIVOM Salignac/Entrepierrres
- Et plus généralement de tous les ouvrages ou travaux entraînant une amélioration de la mission principale et s'y rapportant directement ou indirectement.

A titre ponctuel et marginal, l'association pourra accomplir certaines activités accessoires contribuant à l'accomplissement de son objet principal ou qui en sont le complément naturel.

ARTICLE 5 : représentation de la propriété dans les assemblées générales

Le minimum de superficie qui donne droit de faire partie de l'assemblée générale est fixé à deux hectares.

Les propriétaires de parcelles inférieures à deux hectares peuvent se réunir pour se faire représenter à l'assemblée générale par autant de représentants que de nombre de fois que le minimum d'intérêt se trouve compris dans leurs parcelles réunies.

En cas de groupement agricole, chaque personne physique du groupement détiendra autant de voix que représente sa propriété, sans que la totalité des voix représentées par les personnes physiques puisse dépasser la totalité du nombre de voix de la superficie du groupement.

Le maximum de voix attribué à un propriétaire, à un groupement agricole ou à une société ne peut être supérieur à quarante (40).

Un propriétaire peut donner mandat pour le représenter à une assemblée générale à un fondé de pouvoir qui doit être lui-même membre de l'association. Il peut également donner mandat à son fermier, métayer, locataire ou régisseur.

Un même fondé de pouvoir ne peut être porteur de plus de 25 mandats.

Un hectare souscrit à l'irrigation représente une voix (1).

Un état nominatif des propriétaires membres de l'assemblée des propriétaires avec indication des voix dont ils disposent est tenu à jour par le Président de l'ASA.

Le Préfet et les communes sur le territoire desquelles s'étend le périmètre de l'association, sont avisés de la réunion et peuvent participer ou se faire représenter à l'assemblée des propriétaires avec voix consultative.

ARTICLE 6 : réunion de l'assemblée des propriétaires et délibérations

L'assemblée des propriétaires se réunit en session ordinaire tous les ans dans le courant du 1^{er} semestre.

Les convocations à l'assemblée sont adressées, par lettre simple, par fax, par courrier électronique ou remises en main propre, par le Président, à chaque membre de l'association, 15 jour au moins avant la réunion et indiquent le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la séance.

En cas d'urgence ce délai de convocation peut être abrégé à 5 jours par le Président.

L'assemblée des propriétaires est valablement constituée quand le nombre total des voix des membres présents et représentés est au moins égal à la moitié plus une du total des voix de ses membres.

Si cette condition n'est pas remplie, une 2^{ème} assemblée est organisée dans les 15 jours qui suivent. L'assemblée délibère alors valablement, quel que soit le nombre de voix représentées.

L'assemblée des propriétaires peut se réunir en session extraordinaire dans les cas suivants :

- Pour modifier les statuts de l'association dans les cas prévus à l'article 39 de l'ordonnance du 1^{er} juillet 2004
- À la demande du syndicat, du Préfet ou de la majorité de ses membres pour prendre des décisions qui relèvent de ces compétences (voir article 9 ci-dessous) sans attendre la date de la prochaine assemblée ordinaire.
- À la demande du Préfet ou de la majorité de ses membres lorsqu'il s'agit de mettre fin prématurément au mandat des membres du syndicat.

Toute délibération est constatée par un procès verbal signé par le Président et indiquant le résultat des votes. Le texte de la délibération soumise au vote y est annexé. Le procès verbal est conservé dans le registre des délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés.

En cas de partage de voix, sauf si le scrutin est secret, la voix du Président est prépondérante.

Le vote à lieu au scrutin secret à la demande d'au moins un tiers des personnes présentes dans la salle ayant voix délibérative selon l'article 6 des présents statuts.

ARTICLE 7 : Compétences de l'assemblée générale

Les questions réservées à l'assemblée générale sont celles prévues à l'article 26 du décret n° 2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales autorisées.

ARTICLE 8 : Composition du Syndicat

Le nombre de syndics à élire par l'assemblée générale est fixé à douze titulaires et trois suppléants. Parmi les titulaires trois d'entre eux représenteront les propriétaires détenant moins de deux hectares : un pour la commune d'Entrepierres, un pour la commune de Salignac et un pour la commune de Sisteron. Parmi les suppléants, un représentera les propriétaires détenant moins de deux hectares.

Les syndics seront élus par collège : neuf titulaires et deux suppléants seront élus par les propriétaires détenant plus de deux hectares, et d'autre part, trois titulaires et un suppléant seront élus par les propriétaires détenant moins de deux hectares dans les conditions précitées dans le paragraphe précédent.

Les syndics sont des membres de l'assemblée générale.

ARTICLE 9 : Election des syndics, durée du mandat

La durée de fonction des syndics et de leurs suppléants est de six ans.

L'élection des syndics s'opère de la manière suivante :

Après déclaration verbale des candidatures, les membres de l'assemblée générale procèdent au vote à bulletin secret ou à main levée suivant la demande de la majorité des membres.

L'élection a lie à la majorité relative, en deux tours de scrutin si nécessaire. En cas d'égalité de suffrage le(s) siège(s) est (sont) attribué(s) au(x) plus âgé(s) des candidats.

Tous les deux ans un tiers des syndics est renouvelé. A la fin de la deuxième et de la quatrième année suivant la première constitution du syndicat, les syndics sortants sont désignés par le sort.

Les syndics sont indéfiniment rééligibles.

Les syndics démissionnaires ou décédés sont provisoirement remplacés par des syndics suppléants dans l'ordre du tableau. Ils sont définitivement remplacés à la prochaine assemblée générale. Les fonctions du syndic ainsi élu ne durent que le temps pendant lequel le membre remplacé serait lui-même resté en fonction.

Pourra être déclaré démissionnaire par le président, tout membre du syndicat qui sans motif reconnu légitime aura manqué à trois réunions consécutives.

Un membre titulaire du syndicat qui est démissionnaire, qui cesse de satisfaire aux conditions d'éligibilité ou qui est empêché définitivement d'exercer est remplacé par un suppléant jusqu'à ce qu'un nouveau titulaire soit élu.

Lorsque le Président convoque le syndicat après avoir constaté la nécessité de remplacer un titulaire, il désigne le suppléant amené à occuper ce poste. Sauf délibération du syndicat provoquant une assemblée extraordinaire des propriétaires pour élire un nouveau titulaire. L'élection des membres manquants du syndicat aura lieu lors de l'assemblée ordinaire suivante. Les membres du syndicat élus en remplacement à cette occasion, le sont pour la durée restant à courir du mandat qu'ils remplacent.

L'organisme qui apporte à une opération une subvention d'équipement au moins égale à 15% du montant total des travaux participe à sa demande, avec voix consultative, aux réunions du syndicat pendant toute la durée de l'opération.

Si l'assemblée des propriétaires en a délibéré dans les conditions prévues à l'article 9 ci-dessus, les membres du syndicat peuvent recevoir une indemnité à raison de leur activité pour la durée de leur mandat.

ARTICLE 10 : Montant des emprunts votés par le syndicat

Comme il est dit à l'article 11 des précédents statuts, le chiffre maximum des emprunts nouveau à contracter qui peut être voté par le syndicat est fixé à 60 000 euros sans que l'encours d'endettement de l'association ne dépasse 1 000 000.00 euros.

Les délibérations du syndicat relatives aux emprunts excédant l'un ou l'autre de ces montants ne sont exécutoires qu'après approbation de l'assemblée générale.

ARTICLE 11 : Attribution du syndicat

Sous réserve des attributions de l'assemblée des propriétaires, le syndicat règle, par ses délibérations, les affaires de l'association syndicale. Il est chargé notamment :

- D'approuver les marchés qui sont de sa compétence et de délibérer sur les catégories de marché dont il délègue la responsabilité au Président,
- De voter le budget annuel,
- D'arrêter le rôle des redevances syndicales,
- « De délibérer sur les emprunts inférieurs ou égaux à 60 000 € dès lors que ceux-ci ne portent pas le montant cumulé du capital total restant dû par l'ASA à plus de 100 000 € » ou 1 000 000 €.
- De contrôler et vérifier les comptes présentés annuellement,
- De créer des régies de recettes et d'avances dans les conditions prévues aux articles R1617-1 et R1618-18 du code général des collectivités territoriales,

- Éventuellement de délibérer sur les modifications du périmètre syndical dans les conditions particulières prévues aux articles 37 et 38 de l'ordonnance du 1^{er} juillet 2004 et détaillées à l'article 21 des présents statuts,
- D'autoriser le Président à agir en justice,
- De délibérer sur l'adhésion à une fédération d'ASA
- De délibérer sur des accords ou conventions entre l'ASA et des collectivités publiques ou privées qui peuvent prévoir une contribution financière des ces collectivités à l'ASA dans les limites de la compétence de cette dernière,
- D'élaborer et modifier, le cas échéant, le règlement de service.

ARTICLE 12 : Délibérations du syndicat

Les délibérations du syndicat sont prises à la majorité des voix des membres du syndicat présents ou représentés.

Elles sont valables lorsque plus de la moitié des membres ou leurs représentants y ont pris part en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Si après une première convocation, le quorum n'est pas atteint, le syndicat est de nouveau convoqué dans un délai de quinze jours. La délibération prise lors de la deuxième réunion est alors valable quel que soit le nombre des présents.

- Un membre du syndicat peut se faire représenter en réunion du syndicat par l'une des personnes suivantes :
 - Un autre membre du syndicat
 - Son locataire ou son régisseur
 - En cas d'indivision, un autre co-indivisaire
 - En cas de démembrement de la propriété et selon les modalités de mise en œuvre des dispositions du deuxième alinéa de l'article 3 de l'ordonnance du 1^{er} juillet 2004 susvisée, l'usufruitier ou le nu propriétaire

Le mandat de représentation est écrit. Le nombre maximum de pouvoirs pouvant être attribués à une même personne en réunion de syndicat est de 25.

Les délibérations sont signées par le Président et un autre membre du syndicat. La feuille de présence signée est annexée aux délibérations, qui sont conservées dans le registre des délibérations.

ARTICLE 13 : Commission d'appel d'offres marchés publics

Une commission d'appel d'offres à caractère permanent est présidée par le Président et comporte deux autres membres du syndicat désignés par ce dernier. Une commission spéciale peut aussi être constituée pour la passation d'un marché déterminé sur délibération du syndicat qui détermine le nombre des membres. Les modalités de fonctionnement de ces commissions sont celles prévues par le code des Marchés Publics pour les communes de moins de 3500 habitants, le Président jouant le rôle du Maire.

Peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offre : des personnalités désignées par le Président de la commission en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation (salariés de l'ASA, agent de l'État etc.) et lorsqu'ils y sont invités par le Président de la commission d'appel d'offre, le comptable public et un représentant du directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

ARTICLE 14 : Attributions du Président

Les principales compétences du Président sont décrites dans les articles 23 de l'ordonnance du 1^{er} juillet 2004 et 28 du décret du 3 mai 2006, notamment :

- Le Président prépare et exécute les délibérations de l'assemblée des propriétaires et du syndicat,
- Il certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire des actes pris par les organes de l'association syndicale,
- Il en convoque et préside les réunions,
- Il est son représentant légal,
- Le Président gère les marchés de travaux, de fournitures et de services qui lui sont délégués par le syndicat. Il est la personne responsable des marchés,
- Il tient à jour l'état nominatif des propriétaires des immeubles inclus dans le périmètre de l'association ainsi que le plan parcellaire,
- Il veille à la conservation des plans, registres et autres documents relatifs à l'administration de l'association qui sont déposés au siège social,
- Il constate les droits de l'association syndicale autorisée et liquide les recettes,
- Il est l'ordonnateur de l'ASA.,
- Il prépare et rend exécutoire les rôles,
- Il tient la comptabilité de l'engagement des dépenses,
- Il est le chef des services de l'association,
- Il recrute, gère et affecte le personnel. Il fixe les conditions de sa rémunération. Le cas échéant, il élabore le règlement intérieur du personnel,
- Le Président peut déléguer certaines de ses attributions à un directeur nommé par lui et placé sous son autorité,
- Le Président élabore un rapport annuel sur l'activité de l'association et sa situation financière analysant notamment le compte administratif,
- Par délégation de l'Assemblée des Propriétaires, il modifie les délibérations prises par elle lorsque le préfet en a fait la demande. Il rend compte de ces modifications lors de la plus proche réunion ou consultation écrite de l'Assemblée des Propriétaires,
- Le Vice-président supplée le Président absent ou empêché.

ARTICLE 15 : Comptable de l'association

Les fonctions de comptable de l'association syndicale autorisée sont confiées à un comptable direct du Trésor désigné par le préfet sur proposition du Syndicat, après avis du trésorier-payeur général.

Le comptable de l'association syndicale autorisée est chargé seul et sous sa responsabilité d'exécuter les recettes et les dépenses, de procéder au recouvrement de tous les revenus de l'association ainsi que toutes les sommes qui lui seraient dues, ainsi que d'acquitter les dépenses ordonnancées par le Président jusqu'à concurrence des crédits régulièrement accordés.

Les fonctions de receveur de l'association sont assurées par le receveur municipal de Sisteron.

ARTICLE 16 : Voies et moyens nécessaires pour subvenir à la dépense

Les recettes de l'ASA comprennent :

- Les redevances dues par ses membres ;
- Le produit des emprunts ;
- Les subventions de diverses origines ;
- Les recettes des conventions relatives aux activités accessoires de l'Association
- Les redevances diverses résultantes des conventions d'occupation de ses propriétés privées ou publiques

Ainsi que toutes les ressources prévues à l'article 31 de l'ordonnance du 1^{er} juillet 2004 relative aux Associations Syndicales de Propriétaires.

Le montant des recettes annuelles devra permettre de faire face :

- Aux intérêts et aux annuités d'amortissement des emprunts restant dus ;
- Aux frais généraux annuels d'exploitation, d'entretien et de fonctionnement des ouvrages de l'association ;
- Aux frais de fonctionnement et d'administration générale de l'association ;
- Aux déficit éventuel des exercices antérieurs ;
- A la constitution éventuelle de réserves destinée à faire face aux éventuels retards dans le recouvrement des cotisations dues par les membres, aux grosses réparations et au renouvellement des équipements.

Le recouvrement des créances de l'association s'effectue comme en matière de contributions directes.

Les redevances syndicales sont établies annuellement et sont dues par les membres appartenant à l'association au 1^{er} janvier de l'année de leur liquidation.

Les redevances annuelles feront l'objet d'un ou plusieurs appels de cotisation selon des modalités fixées par le Syndicat.

Les bases de répartition des redevances entre les membres de l'association tiennent compte de l'intérêt de chaque propriété à l'exécution des missions de l'association et sont établies ou modifiées par le Syndicat selon les règles suivantes :

- Le Syndicat élabore un projet de bases de répartition des dépenses entre les membres de l'association, accompagné d'un tableau faisant état pour chaque membre de la proportion suivant laquelle il contribue et d'un mémoire explicatif indiquant les éléments de ses calculs et assorti le cas échéant d'un plan de classement des propriétés en fonction de leur intérêt à l'exécution des missions de l'association et d'un tableau faisant connaître la valeur attribuée à chaque classe.
- Un exemplaire du projet et de ses annexes et un registre destiné à recevoir les observations des membres de l'association sont déposés pendant quinze jours au siège de l'association.
- Ce dépôt est annoncé par affichage dans chacune des communes sur le territoire desquelles s'étend le périmètre de l'association ou publication dans un journal d'annonces légales du département siège de l'association, ou par tout autre moyen de publicité au choix du Syndicat.
- A l'expiration de ce délai, le Syndicat examine les observations des membres de l'association. Il arrête ensuite les bases de répartition des dépenses. Cette délibération est notifiée aux membres de l'association par le Président.

Le mode de répartition ainsi défini s'applique aussi aux redevances spéciales relatives à l'exécution financière des jugements et transactions sauf décision contraire du Syndicat. Le membre bénéficiaire du jugement ou partie à la transaction n'est pas soumis à la redevance y afférente.

ARTICLE 17 : Règlement de service

Le règlement de service est celui élaboré par l'actuelle A.S.A. Salignac-Entrepierrres et sa rédaction et ses modifications ultérieures feront l'objet d'une délibération ou arrêté du Syndicat.

ARTICLE 18 : Charges et contraintes supportées par les associés

Tout adhérent doit supporter les contraintes résultant des travaux et ouvrages de l'association, notamment :

- Le passage sur les chemins existants et les terrains ;
- L'appui des ouvrages collectifs ;
- Le passage des canaux, aqueducs ou canalisations souterraines pour l'irrigation par aspersion.

Lorsque l'importance des ouvrages prévus justifie une acquisition foncière, l'association syndicale est tenue d'acheter les terrains nécessaires.

Les propriétaires traversés par l'actuel réseau par aspersion de l'A.S.A. d'irrigation Salignac-Entrepierrres devront se conformer à la rédaction de l'avenant au règlement pour les zones protégées de chaque coté des conduites enterrées.

Les contraintes résultant des travaux et ouvrages de l'association tant pour leur création que pour leur fonctionnement font partie des obligations au sens de l'article 3 de l'Ordonnance du premier juillet 2004.

Il s'agira notamment :

- Des servitudes d'établissement des ouvrages et de passage pour les entretenir. Toute construction, édification de clôture ou plantation sur les parcelles où sont implantés des ouvrages devra permettre le passage pour leur entretien
 - les constructions devront être établies à une distance minimum de 5 m de part et d'autre de l'axe de la canalisation,
 - les clôtures en travers de la canalisation devront prévoir une ouverture d'une largeur de 5 m au droit de la canalisation,
 - les clôtures longeant la canalisation devront permettre le passage sur une largeur de 5 m de part et d'autre de l'axe de la canalisation.
- De toutes les règles nécessaires à la protection des ouvrages de l'ASA.

Ces règles et les modalités de leur mise en œuvre pourront être précisées dans le règlement de service.

Lorsque l'importance des ouvrages prévus implique manifestement l'acquisition de leur assiette foncière, l'association syndicale est tenue d'acquérir les terrains nécessaires à l'amiable ou si besoin par la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 19 : Propriété et entretien des ouvrages

L'association syndicale autorisée est propriétaire des ouvrages qu'elle réalise en qualité de maître d'ouvrage dans le cadre de son objet statutaire et, à ce titre, en assure l'entretien.

ARTICLE 20 : Modification statutaire de l'association

Les modifications statutaires autres que celle portant sur son objet ou sur le périmètre syndical (extension, distraction) font l'objet d'une délibération de l'Assemblée des Propriétaires convoquée en session extraordinaire à cet effet puis sont soumises à l'autorisation du Préfet. Les modifications de l'objet ou du périmètre de l'association sont soumises aux conditions fixées par les articles 37 et 38 de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 2004 et les articles 67 à 70 du décret du 3 mai 2006.

L'Assemblée des Propriétaires qui se prononce sur les propositions de modification de l'objet ou du périmètre de l'association est composée par l'ensemble des propriétaires membres de l'association, y compris ceux ne siégeant pas à « l'Assemblée des Propriétaires » organe de l'association au sens de l'article 18 de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 2004.

ARTICLE 21 : Agrégation volontaire

L'agrégation volontaire de nouveaux adhérents à l'association syndicale ne pourra être donnée que par l'assemblée générale, en respectant les conditions fixées par le règlement intérieur.

La décision d'extension est prise par simple délibération du Syndicat puis soumise à l'autorisation du préfet lorsque :

- L'extension du périmètre porte sur une surface inférieure à 7% de la superficie précédemment incluse dans le périmètre de l'association,
- Qu'a été recueillie, par écrit, l'adhésion de chaque propriétaire des immeubles susceptibles d'être inclus dans le périmètre
- Et qu'à la demande de l'autorité administrative, l'avis de chaque commune intéressée a été recueilli par écrit.

ARTICLE 22 : Le présent acte d'association annule et remplace les statuts actuels de l'association syndicale autorisée l'A.S.A. d'irrigation Salignac-Entrepierrres en date du 5 novembre 1993 (CINQ NOVEMBRE MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT TREIZE)

ARTICLE 23 : Le syndicat de l'association sera chargé de passer avec le SIVU Salignac-Entrepierrres la convention de mise à disposition du personnel, des locaux et éventuellement du matériel. Pour cet article, le terme des anciens statuts sont simplement repris tel qu'il était inscrit à l'article 15.

ARTICLE 24 : Ordonnance et décret

L'assemblée des propriétaires décide qu'une indemnité de fonction de Président et de Vice-président leurs seront allouées en fonction du travail effectué ou en fonction des investissements effectués ou en fonction du temps passé à l'A.S.A. sous toutes ses formes. Une délibération fixera le montant de l'indemnité annuelle.

ARTICLE 25 : Disposition relative avec l'eau potable

De part sa conception, le réseau de distribution de l'eau d'irrigation dont l'A.S.A. Salignac-Entrepierrres en a la compétence, n'est pas apte et conforme à desservir de l'eau potable même après filtration et stérilisation.

Aucune dérogation dans la mesure du temps ne pourra être accordée aux communes ou aux particuliers qui en feraient la demande même si une pénurie quelconque d'eau potable se présentait.

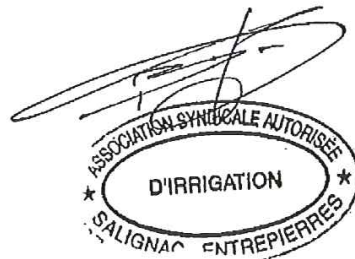
ARTICLE 26 :

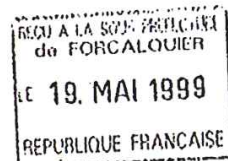
De part sa conception, le réseau d'irrigation Salignac-Entrepierrres n'est pas apte et conforme à l'utilisation des prises d'eau contre les incendies ce que les abonnés ou des personnes étrangères aux propriétaires, ou des passants en cas d'urgence ou les pompiers utilisent les prises d'eau d'irrigation en cas d'incendies quelconques et cela pour les raisons suivantes :

- Absence d'eau en période d'hiver,
- Réseau pouvant être vide en cas de panne des pompes,
- Réseau vide en cas d'arrêt préfectoral,
- Réseau vide ou sans pression du fait d'une surconsommation d'arrosage,
- Guillemé des prises non adaptés aux normes des pompiers,
- Débit des prises irréguliers et hors normes

Dans tous les cas le préleveur de l'eau en cas d'incendie prendra sa propre responsabilité sur l'utilisation des prises.

Le Président : Paul BRIANÇON





RÈGLEMENT INTERIEUR

Le présent règlement a pour objet de déterminer les droits et les obligations des membres syndics de l'Association Syndicale Autorisée d'irrigation Salignac Entrepierrez.

Article 1 :

Lorsqu'un membre syndic mettra en vente une parcelle agrégée à l'irrigation, il devra en informer l'association en indiquant l'identité de l'acheteur. Le propriétaire non exploitant est tenu d'informer l'A.S.A. lors du changement de ses fermiers.

Lors d'une vente ou location à la SAFER, le propriétaire est tenu de demander une attestation à l'A.S.A. confirmant l'exactitude des surfaces irriguées et de la remettre à la SAFER, qui avertira le fermier.

En cas d'omission des diverses parties, l'utilisateur sera sanctionné sur les parcelles non souscrites.

Article 2 : Morcellement des parcelles souscrites.

Si un membre est amené à morceler une parcelle souscrite, il devra assurer à ses frais la desserte des différents lots et demander l'accord technique de l'A.S.A.

En tout état de cause, les différents lots resteront passibles des taxes et redevances d'eau suivant les modalités énumérées à l'article 7.

Article 3 : Obligations et responsabilités de l'A.S.A.

1) l'A.S.A. mettra à la disposition de ses adhérents l'eau d'irrigation du 1er avril au 20 octobre de chaque année. Ces dates pourront être modifiées en cas de sécheresse exceptionnelle et en accord avec les différents services de l'E.D.F.

2) l'A.S.A. se réserve la possibilité de couper l'eau dans un secteur ou sur la totalité du périmètre, en cas d'avarie.

3) les interruptions de fourniture d'eau seront limitées au strict minimum nécessaire aux réparations.

4) les adhérents ne pourront se retourner contre l'A.S.A. à l'occasion de ces arrêts de fourniture d'eau temporaire ou pour une durée indéterminée.

5) les redevances et taxes d'arrosage payées par les adhérents couvrent les prestations à la charge de l'A.S.A. :

- remboursement des emprunts
- factures d'énergie électrique
- frais de personnel
- entretien du réseau
- impôts et taxes diverses
- frais de secrétariat et indemnités diverses
- tous frais extraordinaires nécessaires à l'entretien et la maintenance du réseau.

6) la limite d'entretien du réseau s'arrête au "guillemain" équipant les sorties de bornes.

7) si une traversée de route prolonge la sortie de borne, elle est couverte par les obligations de l'A.S.A.

8) si un réseau particulier est branché directement à la sortie de borne, à la place du "guillemain", la responsabilité s'arrête à la bride de sortie de la borne.

9) les bornes et compteurs sont entretenus aux frais de l'A.S.A.

10) toutefois, lorsque des réparations ne proviennent pas de la simple usure et de l'entretien normal de ces appareils, la charge en incombe à l'utilisateur.

11) s'il y a plusieurs utilisateurs, et s'il est impossible de déterminer le responsable de l'avarie, la charge de la réparation sera répartie entre tous les utilisateurs au prorata des superficies desservies par la borne.

12) l'A.S.A. met à la disposition de ces adhérents un débit d'eau en fonction de la borne installée et en accord avec l'utilisateur. Le débit est imprimé sur pastille métallique fixée sur la borne.

Article 4 : Responsabilité et obligations des adhérents

L'adhérent s'engage par sa souscription, tant en son nom propre qu'au nom de son fermier, qu'il est tenu d'informer en temps voulu, aux obligations suivantes :

1) l'utilisateur signalera à l'A.S.A. tout fonctionnement anormal des installations mises à sa disposition : borne et compteur.

2) en cas d'arrosage avec compteur en panne, l'A.S.A. taxera d'office le contrevenant en ajoutant la consommation moyenne d'eau enregistrée sur son périmètre pour une même culture.

l'A.S.A. taxera d'office également en établissant une moyenne débitée en fonction du matériel utilisé en cas d'arrosage avec un compteur en panne temporairement.

3) l'utilisateur s'interdit d'irriguer des parcelles non souscrites. Cette pratique sera sanctionnée par l'A.S.A. sur la base de trois fois la taxe fixe d'arrosage payée pour les parcelles souscrites.

4) il s'interdit également tout acte visant à se procurer de l'eau en dehors des volumes passants par le compteur, ou à modifier le fonctionnement ou la régularité de cet appareil.

Ces agissements seront assimilés à un vol de l'eau et seront passibles de poursuites.

Egalement de modifier sans autorisation, les caractéristiques des éléments de la borne, régulateurs de pression, ou limiteurs de débit ainsi que tout appareil posé sur son exploitation et servant au fonctionnement du réseau.

Du fait de son adhésion à l'A.S.A., le propriétaire s'engage à laisser poser dans sa propriété les conduites et construire de petits ouvrages nécessaires à la réalisation des travaux prévus ou à l'extension ultérieure de ceux-ci. Cette autorisation d'aqueduc ne donne lieu en aucun cas à contrepartie financière ou autres dédommagements.

L'adhérent facilitera sur sa propriété, aux préposés de l'A.S.A., l'accès aux bornes et ouvrages situés tant chez lui que sur les exploitations voisines. L'utilisateur ne pourra pas s'opposer aux passages des préposés de l'A.S.A. pour entretenir les bornes ou relever les compteurs ou effectuer les opérations d'entretien ou de surveillance des ouvrages tant à pied qu'à l'aide de véhicules appropriés.

Lorsque l'utilisateur désire raccorder un réseau particulier à une sortie de borne, il sera tenu d'installer au départ un raccord de démontage qui permettra de démonter la borne sans toucher à son installation.

L'utilisateur ne comportant pas de compteur à son branchement s'interdit tout gaspillage de l'eau et notamment le ruissellement de l'eau hors sa propriété. Egalement, il s'interdit tout jet d'eau d'agrément ou pour son plaisir. Cette pratique sera sanctionnée par l'A.S.A. sur la base de quatre fois le forfait de consommation.

Article 5 : Utilisation des bornes et robinets du réseau

Lors de l'ouverture, les vannes et robinets devront être entièrement ouverts. L'absence d'ouverture complète use anormalement le siège et le boulet de fermeture. L'arrosant devra se munir d'un régulateur s'il veut utiliser une pression ou un débit plus faible que celui de la borne en question. S'il est reconnu responsable d'avarie de ce type, l'arrosant devra rembourser les frais de réparation du corps de borne.

Article 6 : Pénurie d'eau

En cas de pénurie d'eau, due, tant à des causes naturelles qu'en cas de panne des installations, l'A.S.A. se réserve la possibilité d'instaurer un système de tour d'arrosage ou un système de drapeau réglementant l'arrosage et qui sera porté à la connaissance des intéressés.

Du fait de l'accord de raccordement de la station de pompage au canal usinier EDF, stipulant qu'aucune garantie de maintenance de l'eau ne peut être maintenue en cas de panne du canal usinier ou de l'usine de Salignac et qui ne peut donner lieu à un quelconque dédommagement de la part d'EDF comme il est dit à l'article 3/4 du présent règlement, ces arrêts ne pourront donner suite à aucun dédommagement de l'A.S.A. aux adhérents.

Article 7 : Taxes et redevances

7/1/1 Les taxes d'arrosage seront facturées de la façon suivante :

1- taxe fixe à l'hectare

2- les parcelles de moins de un hectare raccordées au moyen d'un branchement sans compteur ou avec compteur seront taxées sur la base du prix minimum fixé pour les taxes d'abonnement en vigueur.

3 - redevance au m3 consommé

4 - forfait de consommation de 720 m3 pour les branchements sans compteur

5 - taxe de l'Agence de Bassin

6 - TVA en sus

7/1/2 : la facture sera établie en fin de saison d'arrosage ou suivant décision du comité des syndicats.

7/1/3 : la facture devra être réglée à Monsieur le Trésorier de Sisteron, trésorier de l'A.S.A.

7/1/4 : Les contrats d'abonnement seront réalisés pour une durée de quatre vingt dix neuf années et renouvelés par tacite reconduction

7/2 : Propriétés agricoles et jardins d'agrément.

Il y a lieu de différencier ceux qui font partie de l'A.S.A., ceux qui sont couchés sur un rôle qui ont payé des taxes d'arrosage depuis la constitution de l'A.S.A. et ceux qui présenteront après cette date leur adhésion.

7/2/1 : Anciens adhérents : chaque propriétaire est équipé du matériel d'arrosage mis en place par l'A.S.A. comme il est indiqué à l'article 4/12

7/2/2 : Parcelles agricoles souscrites transformées en lotissement

Les différents lots seront desservis par un réseau intérieur réalisé par le constructeur ou le promoteur et à ses frais, alimenté par la sortie compteur existante.

Si la conduite d'origine doit être déplacée, ces dépenses seront supportées par le promoteur.

Ces nouvelles installations resteront à la charge des nouveaux propriétaires.

Les taxes correspondantes établies sur la base d'une unité par lot cadastré seront celles définies à l'article 7 poste 1 - ligne 5 - et l'article 7 poste 2 et 4.

7/2/3 : Gaspillage d'eau.

Pour éviter le gaspillage d'eau dans les jardins qui ne sont pas équipés d'un compteur, il pourra être installé des compteurs généraux sur les antennes principales ou des compteurs provisoires à l'entrée des jardins et les abus sanctionnés par une amende calculée en fonction du volume d'eau gaspillé, multiplié par la valeur de l'eau au poste 7/1/1/4, par quatre.

La notion de gaspillage sera déterminée chaque année par le syndicat en fonction de la consommation d'eau moyenne sur le périmètre syndical.

Article 8 : Vente d'eau

Lorsqu'une parcelle n'est pas souscrite par son propriétaire et que l'exploitant désire l'arroser, il devra faire une demande au bureau du syndicat.

Si le comité d'administration reconnaît l'intérêt de cette demande, il pourra être accordé à titre précaire et révocable, l'autorisation d'arroser cette parcelle.

Dans tous les cas, il ne sera pas donner d'autorisation entre le 15 juin et le 31 août de chaque année. Cette parcelle sera arrosée à partie de la borne la plus proche.

La redevance d'arrosage sera dans ce cas :

- pas de taxe fixe
- prix du m3 d'eau

Article 9 : Actualisation des taxes d'arrosage

Pour tenir compte de l'augmentation des charges de l'A.S.A. due à l'érosion monétaire, le montant des taxes d'arrosage évoluera dans la même proportion que celle-ci.

Article 10 : Tout propriétaire qui aura omis au présent règlement sera passible des poursuites et sanctions prévues dans les différents articles. Ces sanctions et poursuites seront immédiates sans avertissement de l'A.S.A. et payable immédiatement. Les infractions au présent règlement ne peuvent être reconnues que par l'agent technique, le directeur ou un membre du bureau.

Article 11 : Modification du présent règlement

Si à l'expérience, des modifications au présent règlement s'avèrent souhaitables, elles seront étudiées par le comité d'administration et le nouveau texte sera soumis à l'approbation dès la réunion la plus rapprochée.

Article 12 : A l'accord du présent règlement, celui-ci sera tiré en autant de fois que le nombre de propriétaire est présent en plus un. Par la suite, le présent règlement sera distribué aux seuls membres syndics de l'A.S.A. en cas de perte.

L'ORIGINAL DE CE PRESENT REGLEMENT SERA VISE PAR LE DIRECTEUR ET CONSERVE AU DOSSIER, A LA MAIRIE DE SALIGNAC.

